

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
2 juillet 2009
N° 2085
1,30 €

Les 15 ans du
Conseil de développement

3, 4 et 5 juillet
Festival EHZ
Helette



ISSN 0294-4596
9 770294 459006



Un avenir meilleur

«**T**HE dark days are now behind us and it is time to move on. There is no place for guns and violence in the new society we are building. It is time to work for a better future».

C'est en ces termes que s'achève le communiqué émis par les groupes paramilitaires loyalistes d'Ulster pour confirmer le processus de désarmement entamé il y a quelques mois. L'annonce conjointe de l'Ulster Volunteer Force (UVF), Ulster Defence Association (UDA) et Red Hand Commando (RHC) marque une évolution positive de la situation politique en Irlande du Nord.

La Commission internationale indépendante pour le désarmement, présidée par le général canadien John de Chastelain, celle-là même qui avait supervisé la destruction par l'IRA de son arsenal militaire, a confirmé la nouvelle. Ainsi, une gouvernance exclusivement politique s'instaure sur ce territoire, mettant un terme à des décennies d'affrontements sanglants.

Il y a quatre ans à peine, les mêmes organisations unionistes clamaient urbi et orbi qu'elles ne croyaient nullement en la volonté de l'IRA de cesser le combat et juraient de ne jamais se départir de leur arsenal. Les armes étaient à leurs yeux la seule assurance contre ce qu'elles considéraient comme une mainmise républicaine inéluctable sur les institutions autonomes de Belfast. Mais les paramilitaires ne pouvaient imaginer alors les perspectives ouvertes par l'abandon définitif de la lutte armée par l'IRA. Ils ne soupçonnaient pas la pression conjointe de l'Union européenne et des autorités de Londres et de Dublin qui allaient s'exercer sur eux. Et surtout, ils ne mesuraient pas l'aspiration forte de leur propre communauté à une vie pacifiée et normalisée.

Quatre années —une paille au regard de l'histoire— auront donc suffi à modifier en profondeur les paramètres politiques en Irlande du Nord et rendre intenable les positions belliqueuses des unionistes. Au point

que même les soubresauts sporadiques des groupuscules dissidents de l'IRA ne pouvaient plus servir de prétexte à l'immobilisme. En déclarant que la destruction de leur arsenal a pour but d'«accélérer l'établissement d'une gouvernance démocratique responsable dans cette région du Royaume-Uni et d'ôter le prétexte d'un armement loyaliste obstacle au développement des communautés», les paramilitaires reconnaissent la donne politique ouverte par Gerry Adams et les siens par l'abandon de la lutte armée. Les unionistes les plus radicaux n'ont d'autre choix que de s'inscrire dans le processus de normalisation.

Le cessez-le-feu qui paraissait un pari unilatéral risqué de la part du Sinn Féin et de l'IRA s'avère aujourd'hui un succès politique déterminant. Sans doute, la réunification de l'île n'est envisageable qu'à échéance lointaine. Mais, pour l'heure, le socle du partage du pouvoir en Ulster s'affermir de jour en jour. Qui l'eût dit à une époque pas si lointaine où ces organisations paramilitaires regroupaient des dizaines de milliers de membres et assassinaient impunément des centaines de militants catholiques? Sans doute faudra-t-il une génération, ou même davantage, pour que la haine entre les communautés se transforme en tolérance et que les traces laissées par des décennies de répression et d'assassinats s'estompent. Mais la lucidité et le courage politiques d'un Gerry Adams, d'un Martin McGuinness et de bien d'autres combattants de l'ombre, portent aujourd'hui leurs fruits.

Certains clament: Euskal Herria n'est pas l'Irlande. Nous disons: ce qui a marché là-bas peut trouver son pendant ici. A l'heure où ETA s'obstine à perpétrer des assassinats sporadiques qui ne servent à rien, sinon à faire le bonheur des dirigeants madrilènes, n'y aura-t-il donc aucune figure capable de clairvoyance et d'audace pour engager les radicaux sur une autre voie que celle, sans issue, d'une pseudo lutte armée?

Errepikatzeak...

ZENBAIT lerro hauek idaztean, errepikatze sentimendu bat sortzen zaigu noiztenka... Nahi edo ez, gai batzuek lortzen dute hiru, lau aste guziaz berriz aipatuak izatea... Jakinik ere gaia duela hilabete bat jorratua izana dela, ezinezkoa iduritzen zaigu ez berriz aipatzea. Aste honetan kasu horretan gira... Alta, prest ginen gai orijinal baten hautatzeko, ez ziren eskas: gay eta lesbianoen eskubideak, kantari baten heriotza eta munduan zehar ukan duen oihartzuna, Iraneko hauteskundeak, zenbait ideiak aipatzeko... Aste hastapen honetako gazte arrastatzek ere merezi zuten aipatuak eta salatuak izatea... Baina nola iharduki beste berri honi: Sarkosy jaunak proposatu du erreferendum bat Martinikaren autonomiaren gaiaren inguruan. Zergatik Martinikan posible dena ez litzateke posible gure Euskal Herrian? Zenbat aldiz ez ditugu lerro hauek baliatu galdera bera egiteko: zergatik han eta hemen gairak egiten direnak, ezin dira egin gure lurraldean? Zergatik holako proposamen batek sortzen ditu arazoak Euskal Herrian? zergatik? baina zergatik? Holako gertakariak emendatzen dute Euskal Herriko gizarteari doakin mespretxua. Sarkozik azpimarratu du erreferenduma posible zela Martinikako hautetsi eta gizarteko parte nagusi batek galdegiten zuelako... Baina nortaz trufatzen dira? Ez girea gu ere kasu horretan? Hautetsiek, herriko kontseiluek, au-

zapezek, Komertzio Ganbarak eta beste frankok galde egiten dute Ipar Euskal Herriaren ezagupen ofiziala... Egunkari batzuek frogatu dute gizarteko parte nagusi batek nahi zuela Euskal Departamendu bat... Ipar Euskal Herriko hautesleriaren ehuneko hamabostak, 35000 lagunek, izenpetu dute kontsulta baten alde... Zer egin beharko da gehiago? Berrikitan, Garaipen Kontseiluko J-B. Etcheto eta Hautetsien Kontseiluko J-J. Lasserre, Balladurekin bildu direlarik nor zituzten ordezkatzeko? Hautetsien eta gizarteko gehiengo zabal bat eta, kultural eta ekonomiko munduetako ordezkari nagusienak. Nork erraiten ahal du gaia ez dela sustengatua, indartsu eta erroztatua? Aski zen joan den larunbatean, Garaipen Kontseiluko urte betetzearen kari egina izan den ekitaldian izatea, Itsasun, ikusteko eta entzuteko instituzio berezi baten galdera bero beroan daudela bakoitzaren buruetan... Eta geroari buruz ezin baztertua izan dena. Uztailaren hamaikan, Ezpeletan, Batera plataformak gomitatzen ditu bere sektore guzikiak, elkarrekin finkatzeko ondo-ko asteetako egutegia. Mobilizazio egutegi bat. Mespretxuari erantzun egokiena mobilizazioa dugu. Herritar eta hautetsi guzikiak gomiatuak dira Biltzar Nagusi horretarat, aho batez erantzuteko galderari: Martinikan egiten ahal dena hemen ere egiten dugu! Eta behar den bezain bat aldiz errepikatu dugu.



... de la condamnation par un tribunal new-yorkais du financier américain Bernard Madoff (71 ans) à 150 ans d'emprisonnement pour une escroquerie de plusieurs milliards de dollars. C'est sa famille qui est contente, elle garde les sous et elle lui a trouvé une maison de retraite!

... qu'un ancien guérillero brigue la présidence en Uruguay. José «Pepe» Mujica, ancien chef des Tupamaros, la guérilla des années 1970, a gagné l'investiture du Front élargi, la coalition de centre-gauche au pouvoir depuis 2005. M. Mujica, emprisonné quatorze ans sous la dictature militaire, a fait une autocritique de son passé et tient un discours modéré proche de la social-démocratie. Pour se refaire une santé, il n'est pas interdit de mettre de l'eau dans son vin...

... du rapport publié par le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) plaçant la France bonne dernière à l'heure de saisir ou de restituer les avoirs et biens mal acquis qu'elle abrite. Deux plaintes contre des chefs d'Etat africains, le Gabonais Omar Bongo, récemment décédé, et le Congolais Denis Sassou Nguesso, n'ont toujours pas abouti. C'est, en France, ce qu'on appelle la conservation du patrimoine...

... que dans l'année scolaire 2007-2008 un professeur des écoles sur deux ait posé un congé-maladie, soit le double du taux observé dans le privé. Vive les vacances, les élèves au feu et les cahiers au milieu!

... qu'un commando CGT, visage masqué ou cagoulé, déloge 800 sans-papiers qui occupaient depuis 14 mois la Bourse du travail. Voilà ce que c'est de pas avoir la carte!

... de la nomination de Frédéric Mitterrand, un an à peine après sa nomination à la tête de la Villa Médicis, comme ministre de la Culture dans le nouveau gouvernement Fillon. Même s'il ne manque pas d'appétit, on ne pourra pas l'accuser de vouloir se faire un nom!

... pas tant que ça, que les caméras de télé surprennent un Rodolfo Ares, nouveau ministre de l'Intérieur de la Communauté autonome, rigolard à l'arrière de la délégation des dirigeants de Jaurilaritza à la fin des obsèques du policier tué par ETA à Arrigorriaga. C'est bien connu: le malheur des uns fait le bonheur des autres.

ETA : un bilan d'étape ?



DANS la chaleur étouffante de ce début d'été 2009, entre le décès surmédiatisé d'un chanteur de pop et l'opération de communication politique de notre très monarchique président de la République devant le Congrès —ayant coûté plus de 400.000 € à la communauté des contribuables pourtant frappée par la crise!—, on en oublierait presque un anniversaire à valeur historique pour notre petit pays: ETA fête ses 50 ans ce mois-ci.



Petit retour en arrière

En ce début de XXI^e siècle, on a coutume de dire que le conflit armé en Pays Basque existe depuis la naissance d'ETA. C'est comme ça, cela revient à dire que le contentieux politique a été créé par les Basques, ex-nihilo, comme si le peuple basque était porteur d'un gène criminel. Derrière cela se cache pourtant une question de fond, celle de savoir à partir de quand un conflit de type «national» commence à exister. Parmi la communauté abertzale, l'on aurait tendance à avancer le fait que le conflit aurait commencé lorsque le royaume de Navarre fut dépecé, à la fin du Moyen-âge. Cela signifierait que ce royaume était «le premier Etat basque de l'histoire». On ne va pas se lancer ici dans ce débat, mais le fait est que lorsque le concept de nation apparaît, dans le courant du XIX^e siècle, il voit une communauté au moins culturelle et linguistique scindée en deux parties, sur les ruines encore fumantes d'échecs sociaux, institutionnels et économiques particuliers. Ces ruines, la mémoire collective des nationalistes basques les aura

Peio Etcheverry-Ainchart

instantanément attribuées à des violences liées au nord à la terreur révolutionnaire et au sud à deux guerres dites carlistes, autant de rancunes «historiques» vis-à-vis de Paris et de Madrid. Mais surtout, à ces prémices douloureux que les années auraient fini par laisser dans l'oubli s'ils n'avaient été sollicités par le nationalisme basque naissant, de la même manière que les autres nationalismes contemporains en Europe sollicitaient leur propre histoire ou supposée telle, a succédé un traumatisme: la dictature franquiste. Ce traumatisme est évidemment d'abord perçu comme un cauchemar faisant suite à plusieurs mois d'une guerre particulièrement cruelle, mais il est également vécu comme l'événement qui mit fin à la courte expérience du statut d'autonomie enfin obtenu pour l'ensemble du Pays Basque Sud (Navarre comprise), renaissance de «libertés basques» que le bombardement de Gernika ne fit que mythifier davantage.

ETA naît du franquisme

C'est dans cette profonde nuit franquiste que naît ETA, en juillet 1959. Il est clair à la lueur de l'histoire que le groupe armé n'apparaît donc pas par hasard. Il est d'abord et avant tout un acte de résistance face à la dernière dictature fasciste d'Europe, et c'est d'ailleurs ainsi que le monde le perçoit à l'occasion d'événements tels que le procès de Burgos ou l'exécution de Txiki et Otaegi. Rappelons d'ailleurs une question qui restera forcément sans réponse: quel régime connaîtrait l'Espagne aujourd'hui si ETA n'avait pas exécuté Carrero Blanco, successeur désigné de Franco? Alors, né en 1959, le conflit basque? Rien n'est plus faux. Aujourd'hui comme hier et quel que soit le contexte, l'existence du conflit basque est la conséquence d'un problème politique, issu de l'histoire et non résolu depuis. Mais depuis la fin de la dictature, que penser de la lutte armée? Doit-on la juger à l'aune de sa légitimité (d'ailleurs quels critères doivent fonder celle-ci)? de son efficacité politique? de la discipline qu'induit une pratique marxiste-léniniste au regard des rapports entre le peuple et ceux qui affirment être son bras armé?

La question est complexe, d'autant plus qu'entrent en ligne de compte plusieurs facteurs qui la rendent encore plus douloureuse: une société fracturée, un lourd bilan humain de part et d'autre, plusieurs centaines de prisonniers politiques d'un côté, plusieurs centaines de personnes sous escorte quotidienne de l'autre, l'illégalisation de mouvements sociaux et politiques, l'usage de la torture voire de la guerre sale d'un côté, la kale borroka de l'autre... Tant que ce pays connaîtra ses tombes et ses martyrs, difficile sera la résolution de son contentieux politique.

Combien de temps encore?

Alors aujourd'hui, que faire? Devant la complexité de la situation, la France et l'Espagne, relayées par la plupart de leurs partis au niveau local, ont choisi la voie simple de la condamnation et de la répression. Elle est simple parce qu'elle recherche la pacification par destruction de l'adversaire et non la paix par la discussion avec lui. Simple aussi parce qu'elle introduit une vision manichéenne entre le Bien de la violence légale, celle de l'Etat, et le Mal de la violence clandestine et de ses partisans. Simple parce qu'elle introduit le concept de condamnation, totem qui revient à mettre une partie de la société basque au rebus de la communauté.

Personnellement, je me sens vraiment en phase avec la position prise par AB, seul parti du Pays Basque à affirmer son opposition avec la stratégie politico-militaire d'ETA tout en refusant de tomber dans la rhétorique de la condamnation qui, outre son utilisation comme blanc-seing par Paris et Madrid, ostracise des gens avec lesquels il faudra construire la paix. Comme se construisit la coopération franco-algérienne avec les anciens du FLN. En outre, quelle que soit l'opposition frontale que l'on peut avoir avec leurs choix —et qu'il soit permis à qui-conque de la formuler librement—, n'en oublions pas que les militant(e)s d'ETA sont d'abord nos frères et sœurs, qui ont choisi une autre voie dans une direction en grande partie commune, et pour des causes qui nous auront été collectivement imposées. Je ne sais pas quel bilan pourrait être tiré d'un demi-siècle d'histoire d'ETA, mais cet élément reste clair à mes yeux.

Les 15 ans du Conseil

Samedi dernier 27 juin se tenait à Ixassou l'Assemblée générale du Conseil de développement qui céda la parole à l'opinion de Ramuntxo Camblong, premier président, et de Pierre Mendibou, président d'Honneur.

Le point de vue de Ramuntxo Camblong

C'EST bien le 13 juillet 1994 que le conseil d'administration du Conseil de développement m'a élu Président de cet organisme récemment créé. Il a été créé suite aux études prospectives et nombreuses réunions de Pays Basque 2010.

Tout ce mouvement a eu lieu dans un premier temps grâce à Christian Sapède sous-préfet qui a impulsé ce mouvement. Nous l'avons chaleureusement remercié lors de son départ. Aujourd'hui aussi nous devons nous souvenir de lui (le Préfet Andrieu était d'accord, tous les deux connus à l'ICB).

- Nous étions une bonne équipe au Conseil (des abertzale et des basquistes) et l'on s'est mis au travail (enquête relation avec la CAB).

- 1995 a vu arriver la lettre de commande de J.-J. Lasserre élu président du Conseil des élus. Il nous demandait de réaliser un Schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque.

- Nous avons embauché Peio Olhagaray comme directeur. Il sera le premier salarié de l'association. Il va «*booster*», propulser le travail de réflexion de commission et du C.A. Dès le 25 octobre 1996 le Schéma est réalisé et adopté à

la quasi unanimité au Conseil de développement.

On prendra six mois pour l'expliquer au Conseil des élus qui l'approuvera également.

Deux faits à noter dans cette phase:

1) par la présence de nombreux abertzale, ils n'étaient pas seuls, la revendication



De g. à dr.: J.-Cl. Iriart, R. Camblong, B. Darretche et J.-R. Etchegaray

basque est devenu un projet de territoire et les abertzale sont apparus officiellement sur la scène publique. C'était aussi l'idée de Sapède (intégrer les abertzale dans le débat public).

2) Avec la complicité de quelques politiques (surtout J.-J. Lasserre puis F. Maitia) on a mis au point un dispositif: travail

en commun du binôme Conseil des élus-Conseil de développement, portage par le Conseil des élus du Schéma et Contractualisation avec l'Etat et les Collectivités (Région et Département).

Ce Schéma comprend sept chapitres: Infrastructures, Formation et enseignement supérieur, Aménagement culturel,

son, F. Maitia et V. Bru à sa tête. C'est une préconisation qui a bien marché grâce à tous les acteurs.

- Le tram-train, très important pour les relations avec la CABAB (repris ces jours-ci par M. Larrousset maire de Guéthary). Ce projet a été repris par l'Agence transfrontalière de l'Eurocité sous forme d'un train express (déplacement plus rapide). Mais rien n'a encore abouti, les deux trains sont restés en gare.

A cette occasion on peut se poser la question: pourquoi le Conseil des élus qui travaille en étroite collaboration avec le Conseil de développement n'informe-t-il pas celui-ci des projets préconisés qui sont pris en compte par les élus et qui aboutissent, de même que des projets non retenus ou qui n'aboutissent pas. Etant donnée la proximité entre les deux agents du binôme il devrait exister des résultats partagés pour une responsabilité partagée.

Le Futur: Audace ou Enlèvement (deux propositions)

- Renforcer le Conseil des élus en créant une collectivité territoriale de plein exercice à compétences propres dans le cadre de propositions du Comité Baladur.

La délégation basque qui s'est rendue à Paris (Lasserre, Grenet, Maitia, J.-B.

Le point de vue de Pierre Mendibou

SAMEDI se tenait l'assemblée générale du CDPB sur l'activité 2008, suivie d'un temps fort autour des 15 ans de ce mode de gouvernance unique.

La vision de grands témoins et de l'auditoire a confirmé la double nécessité de communiquer sur les réalisations bonifiant le territoire et de conforter «*institutionnellement*» le dispositif Lurraldea.

Quoiqu'il semblait évident que le fait marquant de l'AG statutaire devait être le rappel de la signature du Contrat territorial Pays Basque 2020 par le premier ministre, début septembre 2008, la question, portée par J.-M. Berho (au nom d'un large collectif de structures agricoles et économique d'Iparralde), a révélé des interrogations voire des réserves sur l'actuelle étude d'une Marque Territoriale Pays Basque, menée par le CDPB.

Pour mémoire

En tant que référent, mandaté par le CDPB pour accompagner la réflexion sur la Marque territoriale, il me paraît impor-

tant de souligner quelques faits avérés: Les travaux du projet de territoire Pays Basque 2020 l'ont mis en évidence: l'image du Pays Basque est enviable, copiée, spoliée. Plus que d'autres, les structures de l'agroalimentaire pâtissent de ce pillage des codes ou références au terroir basque.

Par la signature du Contrat territorial, le CDPB a obtenu du Conseil régional Aquitaine et du Conseil général qu'une étude «*d'opportunité et de faisabilité*» soit financée autour d'une éventuelle marque territoriale. Un cabinet externe, spécialiste reconnu, a entamé la première des deux phases de l'étude qui se décomposait, elle-même, en deux volets:

a) panorama de l'offre de labels, signes de qualité, marques collectives, privées ou publiques, présent en Pays Basque.

b) Quel socle commun de valeurs partagées avons-nous, les Basques? La restitution de l'audit identitaire présenté sous la forme d'un récit sur notre imaginaire collectif a révélé aux présents, tous ayant été préalablement questionnés par les

consultantes, qu'effectivement, nous avons des caractéristiques originales, sinon uniques. «*Rien de nouveau*» exprimât J.-M. Berho, ce samedi, confirmant, par là, la justesse de l'analyse.

Là, précisément, «*les choses*» valent mieux quand elles sont dites. La réussite de la réflexion et des engagements collectifs ultérieurs reposent sur ce socle commun d'observations. Il reste désormais au CDPB, à favoriser cette appropriation par le plus grand nombre des parties prenantes et intéressées: objectif prioritaire de cette fin d'année me semble-t-il.

La rétrospective

Bien aidé par des vidéos réalisées par France 3 *Euskal Herri*, les 150 présents se sont remémorés les moments phares de la longue histoire du CDPB depuis l'initiative du sous-préfet Sapède en 1992. La réflexion sur le futur espéré du CDPB a été engagée par la diffusion de dix minis interventions filmées auprès de personnalités issues de la diversité de

points de vues présents en Pays Basque.

La salle, en écho, a notamment relevé que les réflexions, études, travaux, avis émis par le CDPB, débouchant rapidement (ou pas) sur des outils opérationnels (OPLB, Bil ta Garbi, AUDAP, EPFL, PUL, IKER, conférence transfrontalière, charte de la montagne basque, aménagement du campus universitaire, du Musée Basque, pépinières d'entreprises en Pays Basque Intérieur, PCD...) restent confinés au cercle réduit des élus décideurs et des contributeurs: la présentation sur le site www.lurraldea.net ne suffisait pas à accentuer la diffusion vers le grand public.

La connaissance de la perception des jeunes sur leur avenir en Pays Basque semblait, aussi, manquer.

Enfin, les trois anciens présidents, chacun avec sa personnalité et centre d'intérêts, rappellèrent, en une vibrante communion, que l'articulation entre CDPB et CEPB avait montré toute son efficacité en 15 ans et que ce mode de

Penser et agir sur les causes des déséquilibres

Changer de pratiques quotidiennes à grande échelle... c'est possible avec Alternatiba!



Lendemain de fête sans Baso Berri / Fin de fête avec Basoberri!

Qu'est ce que l'Association Alternatiba ?

Gilles : Alternatiba essaie depuis 2003 de trouver des solutions concrètes à certains problèmes vécus au quotidien. Le parti pris est aussi que ces alternatives soient viables.

Au début, les solutions d'Alternatiba étaient considérées comme avant-gardistes. On peut citer la mise en place en 2003 d'EHKA (Cola du Pays Basque), un cola durable, produit localement, de façon équitable. Aujourd'hui, il est présent dans les plus grands Festivals (Garorock, ReggaeSunSka).

S'en est suivi le lancement d'Ekiondo (Côté Soleil) avec l'achat d'une "presse à huile végétale pure" en 2005 comme alternative au pétrole.

Comment a débuté l'aventure Baso Berri (Verres consignés)

▼
"Dès le début, les projets d'Alternatiba ont eu une grande crédibilité dans les institutions et un succès auprès du public"

Nicolas : En 2006, le Festival Euskal Herria Zuzenean (qui reçoit cette année Manu Chao à Hélette) nous charge de réduire ses déchets.

On pense alors de suite au Baso Berri : verre en plastique, dur, lavable, et consigné 1 euro.

Il s'agit d'un concept très simple de mise en location de verres réutilisables.

Il évite le gaspillage de centaines de milliers de gobelets en plastique en Allemagne depuis 20 ans.



▼

"Alternatiba eta bere laguntzaileek, proiektu haundietan ukan duten parte hartzarekin Baso Berriak publiko zabal bati eskaintzeko posibilitateak badirela erakutsi dute."
(Nicola Ducoulombier)

L'investissement financier nécessaire à ce démarrage était-il important ?

Nicolas : Oui. Lorsque nous avons débuté le Projet "Baso Berri", c'est Bil Ta Garbi qui a investi les fonds nécessaires pour démarrer en assurant un stock de départ et en donnant au projet la crédibilité nécessaire auprès des Mairies.

L'été qui a suivi, 30 événements nous ont loué nos verres. En 2007, ce sont 70 événements qui ont eu recours au Baso Berri. Enfin, en 2008, le nombre d'événements utilisateurs dépassait les 100.

Pour ce qui concerne les Fêtes de Bayonne, quelle a été votre démarche ?

Nicolas : Depuis quelques années nous avons aussi un contact avec les Fêtes de Bayonne où près d'une vingtaine de Peñas ou de Bars joue chaque année le jeu des Baso Berri. Le système restait "proposé" à côté du jetable et n'a fonctionné qu'auprès des militants.

Les commentaires étaient encourageants mais on nous faisait comprendre qu'il fallait une instance supérieure pour assurer que tout le monde joue le jeu du Baso Berri!

Justement, quelle attitude avez-vous prise pour surmonter ces obstacles ?

Nicolas : Tout d'abord on a remarqué que petit à petit les consciences ont changé... Il est évident pour de plus en plus de monde qu'il ne faut pas s'arrêter à limiter les conséquences néfastes de nos comportements mais qu'il faut travailler sur les causes des déséquilibres en changeant nos pratiques au quotidien.

Gilles : Cette prise de conscience aidant, nous avons pris formellement contact avec la mairie de Bayonne. Nous avons eu un premier rendez-vous en septembre 2008 pour parler des Baso Berri. 3 semaines après cette rencontre nous recevions une confirmation de leur intérêt pour le concept durant les Fêtes et à grande échelle. Mais ceci à condition de commencer par la mise à disposition des Baso Berri lors des soirées de Match au Stade Jean Dauger. Ce qui fut fait : 3 matchs à 17 000 supporters en moyenne et autant de clients servis en quelques minutes à la mi-temps.

Nicolas : Alternatiba a relevé le défi et on peut dire que l'essai a été transformé ! Le public était ravi, les bars réceptifs et la procédure de travail a été testée et ajustée avec succès sur de grands volumes... Alternatiba est d'ores et déjà sollicitée pour assurer la livraison de 50 000 Baso Berri pour chacun des 18 matchs de la saison 2009-2010.

Gilles : Plus ça va, plus les gens remarquent et apprécient que grâce aux Baso Berri on puisse faire la fête sans avoir à marcher sur une mer de verres en plastiques cassés et jetés au sol.

▼

"De plus en plus de monde pense qu'il faut travailler sur les causes des déséquilibres, en changeant nos pratiques au quotidien"

Nicolas : En fait, depuis qu'on a la pratique logistique des grands volumes on a mis en place des outils de pilotage pour savoir comment mieux ajuster et gérer les stocks, faire les décomptes, etc.

Gilles : Grâce à l'expérience on sait comment compter sur les différents intervenants (livreurs, bars, bénévoles, laveurs etc.). On peut maintenant mieux calibrer et gérer le risque.

Quels sont vos nouveaux défis ?

Gilles : Notre prochain défi ce sont les Fêtes de Bayonne avec 60 000 Baso Berri livrés chaque jour pour un total de 300 000 verres en 5 jours. Nous vivons aussi l'introduction de porte-verres.

Ces dernières semaines, la liste des bars, Peñas et événements qui fonctionneront seulement avec les Baso Berri durant les Fêtes ne cesse de s'agrandir.



▼

"Gaur egun, Baso Berriak erabiliak diren guneetan jendeak ez du gehiago zikin untzi batean ibiltzen ari dela uste Garai batean plastikazko baso guziak lurrean zirelarik hori zen!"
(Gilles Barnebougle)

Pour l'instant on étudie différentes façons de rendre l'opération marquante en cherchant des partenaires financiers voulant être affichés sur les verres, ou en listant sur les verres les bars jouant le jeu...

Nicolas : L'expérimentation au Stade a montré que les Baso Berri sont utilisables à une très grande échelle.

Il faut juste prévoir un budget logistique conséquent. Les partenaires (au niveau du Stade) ont d'ailleurs vu que ce budget était logique et légitime.

Cela fait qu'on est en train de chercher un modèle économique viable pour tous les intervenants.

Gilles : Nous avons encore une mauvaise surprise qui ne joue pas en notre faveur.

Avec la crise le fournisseur de verres d'Alternatiba ne peut plus faire de facilités de paiement sur les volumes en jeu pour les Fêtes (au minimum 900 000 verres).

Cela fait que tout nouveau projet à grande échelle devra être assuré avec une plus grande implication des différents intervenants.

Un dernier mot sur la force d'Alternatiba : ses nombreux bénévoles...

Nicolas : Alternatiba compte toujours défricher de nouveaux terrains grâce à l'expérimentation ! Les bénévoles sont indispensables. Ce sont des acteurs clés pour réussir ces expérimentations car Alternatiba a besoin d'aide de tout type.

Quand les projets marchent ou sont rodés grâce à l'intervention des bénévoles d'Alternatiba... de nouvelles équipes se mettent en place via l'implication des partenaires (bars, clubs de sport, etc.) pour que les bénévoles liés à Alternatiba aillent ouvrir de nouvelles voies.

Chaque projet représente une goutte d'eau. Si on multiplie les gouttes d'eau et qu'elles ont des liens entre elles ce sont des océans d'alternatives qui pourront se mettre en mouvement.



PS : Pour participer aux projets d'Alternatiba : www.alternatiba.org

Euskara aberatsa

Olagarroa

"Ene ama, euskaraz, zuri nagusi da". Hori erran zidan behin norbaitek, nonbait entzun baitzuen nik erran nuela haren ama "antieuskalduna" zela. Abertzale bati erantzuten zaion "je suis plus basque que toi!" famatuaren gisako erantzun bat, gisa batez. Ama antieuskalduna zuela entzunik mindua zen harekin eta haren semearekin, ordea, frantsesez mintzatu behar izan nuen. Zer balio du amatxik euskara biziki ona izan dezan, gero, ondoko belaunaldi ez badie transmititu? Ez du ezertarako balio espantuka aritzea amatxiren euskara eder eta aberatsaz, euskara hori hilobian geldituko baldin bada.

Euskaldun izatearen harrotasuna aldarrikatzea eta euskara sustatzea zein gaizki ikusia zen badakigu. Hain zuzen, gune euskaldunenetan, frantses guti zekiten eta euskara zoragarria zuten zenbat eta zenbat lagunek ez zioten sekulako aiherkundea euskarari? Euskara bikaina izateak ez du erran nahi hori ez dela antieuskalduna.

Garai batez, euskararen kontrako mespretxu izugarri hori ukaitea hobeki ikusia zen, euskalzalea izate baina. Ohartzen naiz gauzak aldatu direla, eta orain ez dela hain aise asumitzen euskararen kontrakoa izate hori edo noizbait izate hori. Hainbat hobe! Anekdotak horrek erakusten du berrogei urtez urak egin duela bide.

Bainan amatxi horren euskara aberatsa ote den... XXI mendean bizi naiz, Euskal Herri zabalean, anitz mugitzen den mundu batean, Euskal Herri guziko euskaldunak ezagutuz, egunero euskaraz biziz... Nik dudak euskara guziz egokia da XXI mendeko Euskal Herrian bizitzeko. Museo bateko euskara goraiatzeko dute anitzek (orain frantsesez mintzo direnek ere), baina ez gara XX mende hastapenean edo erdialdean bizi. Orduko hizkuntza orduko gizarteari dagokio. Orain, oraiko gizartera egokitu den euskara sortu dugu.

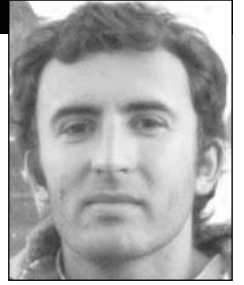
Eta hori ez diogu euskara biziki eder eta aberatsa zuten baina ukatu zutenei zor.

Hain zuzen, "gu baino euskara hobea zuten" horiek garai batez mespretxatu zituztenei zor diegu: ikastolak sortu eta garatu zituztenei, euskarazko hedabideak sortu zituztenei, euskara gizartera zabaldu zutenei... "buru beroei", "Enbata ziki-nei...".

□

JEAN-SEBASTIEN MORA
jeansemora@gmail.com

Le fascisme, un encombrant retour ?



"Les jeux des empires, des idéologies, pro/anti-sont complexes et obligent nécessairement à ne pas avoir, une lutte anti-fasciste de retard" Pier Paolo Pasolini, Lettres Luthériennes (1975).

Alors que le fascisme serait historiquement mort en 1945, la chercheuse Italienne Michela Marzano publie aux éditions Larousse "Le fascisme, un encombrant retour ?". En 180 pages la chercheuse met brillamment en perspective les logiques du fascisme en Italie dans les années 30, avec les dérives politiques actuelles de "nos démocraties occidentales" (rhétorique populiste, sécurité et effacement de l'espace public, mécanismes et stratégies de conquête du pouvoir...). Très bien construit en trois parties complémentaires, l'ouvrage fait appel au discours philosophique de penseurs de référence comme Max Weber, Robert O Patxon, John Austin, Edward Berneys etc.

Mais son but "n'est pas [...] de prendre position à l'intérieur du riche débat historique" mais d'analyser d'un point de vue philosophique un certain nombre de traits de nos sociétés contemporaines.

Et, bien que centré sur l'Italie du "Cavaliere" Berlusconi, l'ouvrage n'épargne pas le populiste Nicolas Sarkozy, ni son goût de l'amalgame et son mépris de la culture.

"Le fascisme, un encombrant retour ?" constitue ainsi une grille de lecture solide pour appréhender "la fragilité de nos démocraties" (ou des formes politiques que l'on chercherait à construire). Et Michela Marzano le rappelle en préambule : "le fascisme est la conséquence directe de l'échec de la démocratie, mais il naît à l'intérieur même d'une démocratie, lorsqu'un leader charismatique parvient [...] à canaliser et instrumentaliser l'enthousiasme populaire".

Esprit critique contre Neofascisme

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la position de deux intellectuels : l'Italien Pier Paolo Pasolini (1922-1975) et l'allemand naturalisé américain Theodor W Adorno (1903-1969). Dès les années 60, ces deux penseurs critiquaient déjà les nouvelles formes de codification et de normalisation des attitudes que produit la société de consommation. Alors que le fascisme avait "disparu", Pasolini s'inquiétait de la "violence du conformisme" de la société marchande, mais aussi de l'affaiblissement de l'esprit critique face à de nouveaux pouvoirs comme par exemple celui de la télévision.

Les logiques du fascisme

Dans un deuxième temps Michela Marzano aborde la complexité du fascisme Italien, ainsi que le caractère paradoxal de son idéologie. "Comment a-t-il pu s'imposer en Italie en se présentant tout à la fois comme un mouvement révolutionnaire et réactionnaire, moderniste et traditionaliste ?". Une partie essentielle qui décrit très bien les mécanismes insidieux d'hégémonie politique et culturelle du fascisme, notamment son idéologie de l'amalgame, l'utilisation de la langue et de la rhétorique, l'encadrement des masses, l'instrumentalisation du sport, la place de la femme ou encore le mythe de l'homme nouveau.

Un fascisme toujours vivace ?

Enfin, dans la troisième partie la chercheuse analyse le retour dans nos sociétés des leaders charismatiques, le triomphe de la rhétorique antipolitique et démagogique et la nouvelle diabolisation de "l'autre". Une série de paragraphes dans lesquels l'auteur revient sur les parcours politiques de Silvio Berlusconi et de Nicolas Sarkozy avec en trame de fond, la perspective d'éventuelles logiques fascistes. Il faut dire qu'avec une attitude volontariste quasi caricaturale, ces deux chefs d'Etat s'inscrivent en porte-à-faux avec la politique traditionnelle. Cependant la majorité des Italiens qui applaudissaient Mussolini n'étaient pas pour la plupart des fascistes, "il s'agissait tout simplement d'hommes et de femmes fascinés par un homme dynamique et énergique". L'amalgame idéologique, la politique émotionnelle, l'irruption de la vie privée ou la toute puissance de l'Etat rapprochent dangereusement Berlusconi et Sarkozy de procédés que l'on croyait historiquement morts.

Montesquieu aux oubliettes

Depuis la publication en avril 2009 de l'ouvrage de Michela Marzano, l'absence de contre poids au tout pouvoir présidentiel en France renforce dangereusement la démonstration de la chercheuse : Contrôle du CSA et nomination du directeur de Radio France par le président Sarkozy, réforme de la justice qui place les procureurs entre les mains de l'exécutif, non respect de la séparation des pouvoirs et affaiblissement du rôle du premier ministre.

"Le fascisme en Italie est un signe d'infantilisme, parce qu'il représente le triomphe de la facilité, de la confiance et de l'enthousiasme". Pietro Gobetti, La révolution libérale 1928.

□

Produit Intérieur Brut (Partie 1)

Du rapport Meadows demandé par le Club de Rome à nos jours, 40 années de critiques du PIB

Critiques : du Club de Rome à nos jours...

Cela fait quarante ans que des économistes, des philosophes, des ONG du monde entier cherchent à détrôner LE référent star de l'économie, le roi des statistiques : le fameux PIB, ou produit intérieur brut.

Dès 1970 le *rapport Meadows*⁽¹⁾ (le fameux "Halte à la croissance" du Club de Rome⁽²⁾) remettait en cause cette notion.

L'icône des temps modernes, le PIB, conçu pour évaluer la production d'une économie nationale reste le sacré symbole de la mesure du "progrès" des sociétés. Mais le vent tourne. Avec la crise écologique aiguë, le hiatus criant entre croissance économique et bien-être, et l'explosion des inégalités, on redécouvre cette évidence : *le PIB n'a jamais été pensé comme un thermomètre de la qualité de la vie.*

Ainsi, un consensus se dessine sur les limites du PIB, jusque chez les économistes et les statisticiens, résume Philippe Le Clézio, rapporteur de la commission du Conseil économique et social.



"Gaur egun, dudarik ez da, PIB edo BPGa (Barne-Produktu Gordina) ez dela sekulan pentsatua izan biziaren kalitatea neurtzeko termometro bat bezala!"

Que reproche-t-on au PIB ?

De se contenter d'additionner les valeurs produites par les entreprises et les administrations. Et de ne tenir aucun compte des activités non monétaires. Oublié, le "temps libre" ! Oublié, le travail domestique ou bénévole !

Loin d'être une boussole... le PIB nous aveugle !

D'autre part les dégâts sociaux et environnementaux, eux, augmentent le PIB dès lors qu'ils permettent de produire des biens marchands ! La déforestation en Amazonie ? Rien de tel pour faire grimper le PIB brésilien car elle permet une culture intensive du soja ou du maïs. Une marée noire ? Dépollueurs et assureurs se mettent au boulot...

Selon Joseph Stiglitz⁽³⁾, le monde a pris les Etats-Unis pour modèle sur la base de leurs statistiques de croissance et de PIB par habitant, alors qu'il s'agissait d'un pays en faillite sur presque tous les plans, économique, social, écologique et financier...

(Suite à la Partie 2)



⁽¹⁾ http://fr.wikipedia.org/wiki/Halte_a_la_croissance_%3F
⁽²⁾ www.manicore.com/documentation/club_rome.html
⁽³⁾ http://fr.wikipedia.org/wiki/Club_de_Rome
 économiste américain (Prix Nobel d'économie en 2001) fondateur et représentant des plus connus du «nouveau keynésianisme», très critique envers le FMI et la Banque Mondiale.

L'Agenda de la Fondation

PUBLICATION DE LA FONDATION

KRISIA & LANGILERIA - "Erantzuteko beharra"

Le dernier "Gai monografikoa" disponible sur le site de la Fondation (www.mrafundazioa.org/dokumentazio-zentrua/) et au local de la Fondation (20 rue des Cordeliers) a pour but de placer la crise dans son contexte.

Beaucoup de choses ont déjà été dites sur la crise, et il en reste encore beaucoup à dire. Les raisons, les graves conséquences, les mesures prises, etc.

Ce "Gai Monografikoa", montre qu'un système qui permet l'enrichissement d'un petit nombre au détriment de la majorité condamnée à vivre dans la misère est la garantie de répétition de nouvelles crises.



Aldaren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
 20, Cordeliers karrika
 64100 BAIONA
 ☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
 Dani Gomez
 Ipar Euskal Herriko arduraduna
 Txetx Etcheverry
 Aldaren koordinatzailea
 Xabier Harlouchet



Conseil de développement

célébrerait ses quinze ans d'existence. Enbata, fidèle commentateur/acteur de cette aventure, a recueilli Herrikoa et membre du bureau du CDPB. Nous y ajoutons l'opinion d'Abertzaleen Batasuna.

long

Echeto et C. Phillips) a eu un entretien personnel avec Mr. Baladur et Mme. Alliot-Marie (alors ministre de l'Intérieur) où cette proposition a été retenue.

● Nous sommes dans la mondialisation: pourquoi ne pas créer un réseau avec les Centres basques de la Diaspora. Mon voyage pour Udalbide en Argentine m'a fait découvrir qu'il y a quatre millions de Basques d'origine, 100 Centres basques dont 80 font partie de la Fédération (FEVA) dont le président est un souletin, Eyheragibel.

J'ai vu de nombreux exemples de collaboration:

● jeunes élèves des lycées agricoles ou maritime dans des familles basco-argentines pour des stages; et au lycée de St-Palais, en réciprocité, sont actuellement en stage des Boliviens.

● Le Centre basco-français de Buenos Aires, actuellement centre de Iparralde veut devenir l'ambassade d'Iparralde (reconnaissance attendue des collectivités du Pays Basque).

● Bientôt, fin octobre, pour la Semana Vasca Pierra Laco amènera son groupe «Euskal Argentina» voir les 5.000 danseurs de cette fête et prendre contact avec leurs parents.

● Dans les centres 800 personnes apprennent l'euskara.

J'ai vu avec Udalbide les nombreuses

relations du groupe de danse et de chant du Pays Basque avec d'autres pays: le Québec, la Californie etc.

Des jeunes du lycée de Chéraute sont à Chino (Californie) pour étudier et jouer une pastorale après avoir reçu des jeunes californiens chez eux à Chéraute.

Travail à faire: répertorier les centres basques et voir ce qu'on peut faire ensemble.

Mon avis sur l'Assemblée de samedi

C'était une belle assemblée qui a duré de 11h à 14h15. Les trois présidents, nous avons été honorés par un bel auresku joué au violon à la fin de la séance sur l'esplanade de la salle Sanoki à Itxassou.

Cela étant, j'aurais bien aimé une discussion sur le renforcement nécessaire du Conseil des élus: si le Conseil de développement marche bien, malgré deux présidents emblématiques du Pays Basque actuel, J-J. Lasserre, le fondateur et Alain Lamassoure, le Conseil des élus doit faire des progrès. Il joue parfaitement son rôle (un rôle à minimiser) de porteur de projets dans les différentes instances. Mais Iparralde, aujourd'hui, est un territoire qui mérite plus que la négociation et la si-

gnature d'un contrat tous les quatre ans.

Actuellement le Conseil des élus est si l'on peut dire, surtout une chambre d'enregistrement sans beaucoup de débats. Les décisions se prennent à l'avenue à quelques élus qui sont enterminés en Assemblée. Le territoire Iparralde mérite une assemblée d'élus qui débattre serainement des propositions à retenir et à impulser. Pourquoi, profitant des propositions du Comité Balladur ne pas envisager de faire acte de candidature pour une Collectivité territoriale basque à compétences propres? Certes le président J-M. Echeto m'a répondu que lors des réunions de la délégation basque à Paris, trois réformes avaient été envisagées:

- le statut quo,
- une solution intermédiaire,
- une collectivité territoriale.

Puisqu'il a été dit dans cette réunion que le Conseil de développement ne devait s'interdire aucune proposition ni quelque sujet que ce soit. Pourquoi ne pas commencer (comme la délégation qui est allée à Paris) une action conjointe entre les deux conseils pour renforcer le Conseil des élus et donner enfin un cadre normal à ce territoire.

Ramuntxo Camblong

Abertzaleen Batasuna et les 15 ans du Conseil de développement

LE couple Conseil de développement-Conseil des élus a été voulu et créé par les autorités politiques françaises et une partie de la classe politique locale comme ersatz institutionnels.

● Certes les 15 ans d'histoire du CDPB ne se résument pas à cela. Il a suscité un réel engouement. Des centaines de personnes ont participé à ses travaux et à la réflexion collective sur l'avenir de ce territoire, témoignant d'une conscience collective identitaire et territoriale forte et spécifique à ce Pays. Il a produit nombres d'analyses et d'avis sur plusieurs questions sectorielles touchant à l'économie, l'aménagement, la culture, l'environnement ou autres et a favorisé la création d'outils importants pour le territoire Pays Basque.

● Tout n'est pas rose pour autant et AB suggère un grand dépoussiérage et un bon courant d'air pour le CDPB. (...) Les débats sont souvent très orientés vers la recherche du consensus à tout prix qui évite les conflits. Les points de vue critiques émis en commission ont tendance à s'estomper et disparaître dans les rapports finaux. (...)

● Mais aujourd'hui c'est l'avenir même du CDPB qui est incertain. La réforme des collectivités territoriales de l'automne prochain va rendre obsolète les arrangements de la gouvernance actuelle. Au point que Mr Lasserre lui-même, président du Conseil des Élus et farouche opposant à la création d'un département Pays Basque, propose d'imaginer «une organisation dotée de compétences propres, comme ce fut le cas par exemple en Corse...» (...)

● Si Abertzaleen Batasuna fait sienne la conclusion de cette note qui affirme: «Les élus et la société civile du Pays Basque souhaitent que la future loi sur la réforme des collectivités locales apporte une réponse pour le territoire Pays Basque», il rajoute que le statu quo institutionnel actuel n'est plus soutenable et que la tâche prioritaire du Conseil de développement en cette quinzième année est bien l'organisation d'un large débat public sur l'avenir institutionnel du Pays Basque Nord.

re



Le bureau du CDPB: de g. à dr.: Pierre Mendiboure (trésorier), Jean-Baptiste Echeto (président) et Caroline Phillips (vice-présidente)

gouvernance, déclaré «pays» aujourd'hui, devait rester pérenne dans la durée. L'annonce répétée de la perte probable des «compétences générales» par le département conséquence de la refonte du «millefeuille institutionnel» rapela opportunément à l'auditoire que le CDPB entrait en zone de grandes inconnues sur son avenir, même, si d'éviden-

ce, nos grands élus avaient fait preuve d'audace et d'anticipation en présentant à Mr Balladur et Mme Alliot-Marie, trois scénariis post-réforme.

Une entité spécifique

Pour ma part, au bout de 5 heures d'échanges d'idées, j'en serais presque venu à susurrer que «si tout est en

tout», la logique serait qu'après une Convention spécifique, puis un Contrat territorial, l'Etat pourrait envisager la mise en place d'une «entité spécifique territorialisée» au Pays Basque. Quoique ce sujet soit «historiquement» banni, l'évocation que la survie même du CDPB est engagée, a fait émerger ce sentiment largement partagé collectivement: les Basques, originaux et uniques dans leur pratique démocratique, ont toujours cherché à sauvegarder un mode de gouvernance spécifique. Rien de nouveau direz-vous...

Reste que, sur cette question comme sur la Marque territoriale, c'est l'écoute positive, le consensus recherché, l'addition des volontés d'avancer qui nous permettront d'envisager convaincre en hauts lieux et de gagner notre part d'autonomie de décision.

Pierre Mendiboure,
Membre du Bureau du CDPB
Réfèrent de l'étude
«Marque territoriale»

«Considérer que le monde basque est a-temporel, c'est pas d'histoire, qu'il est immanent, tombé du ciel t

Thomas Pierre est anthropologue. Membre d'Eusko Ikaskuntza, rattaché cette année au Centre IKER en tant que post-doctorant, il questionne la pluralité des rapports à l'euskara au regard des représentations contemporaines du monde basque en Pays Basque Nord dans le cadre de l'accord annuel de coopération scientifique entre Eusko Ikaskuntza et l'Université de Genève. Il interroge particulièrement l'implication sociale du mythe de la singularité et ses incidences sur les rapports individuels à la reconnaissance politique et à l'apprentissage de l'euskara en Iparralde. Sa thèse doit prochainement paraître aux Editions L'Harmattan dans la collection «Anthropologie du Monde Occidental» dirigée par Denis Laborde. Enbata reprend ici, sur deux semaines, l'essentiel de sa conférence donnée le 27 février dernier à la librairie Elkar de Bayonne.

«**E**N quoi le rapport à la culture basque induit, parmi d'autres considérations, l'adhésion ou non à l'idée de reconnaissance politique du fait basque en Pays Basque Nord? Il y a aujourd'hui une grande diversité des milieux basquants militant pour la reconnaissance territoriale. Schématiquement, cette diversité peut être présentée à partir de trois grands groupes. Le premier, le milieu associatif et politique abertzale; le second, qui est constitué des élus locaux de toutes appartenances politiques (excepté du Parti communiste et du Front national) s'étant déclaré favorable à la création d'un département Pays Basque (DPB); et, le troisième, qui regroupe les syndicats et les associations culturelles, sportives, économiques, autrement dit, pour faire simple, ce qu'on appelle la société civile. Alors, évidemment, ces groupes ne sont pas des entités fermées. On trouve des acteurs qui militent dans plusieurs de ces trois groupes. Parmi tous ces acteurs favorables à l'institution, la structure DPB n'est pas nécessairement perçue de la

ture, permettant, à terme, l'officialisation de la langue basque. A priori, l'idée de co-officialisation signifie d'avoir pour modèle culturel le bilinguisme systématisé donc institutionnalisé dans l'offre d'enseignement public et l'accès, systématisé lui aussi, à des services basco-phones dans les services publics. Durant la période étudiée ont eu lieu deux grandes manifestations départementalistes. En octobre 1999, au nom de l'Appel des Cent et, en février 2003, à l'appel de la plate-forme Batera. Entre ces deux dates, on retient une évolution importante des discours. Le discours départementaliste passe d'un argumentaire strictement territorial et économique à un argumentaire de type territorial et linguistique. Ceci est imputable aux caractéristiques des leaders du mouvement qui sont en 1999 issus du départementalisme associatif de l'Association pour un Nouveau département et de l'Association des Elus pour un département Pays Basque; et qui, en 2003, sont davantage issus de milieu abertzale classique, et particulièrement d'Abertzaleen Batasuna.

Conflit central autour de l'identité basque

Pour ce qui est des opposants, il y a, là encore, une pluralité des acteurs. A partir de 2002, naissent deux associations opposées au mouvement de reconnaissance territoriale du Pays Basque Nord. Le nombre de militants opposés est très réduit mais il traduit une position relativement répandue quoique difficilement mesurable au sein de la population. Il traduit en tout cas un rapport à la culture basque existant au sein de la population. La première de ces associations, l'Association Citoyens en Adour-Pyrénées Vivre-Ensemble se réclame de la «défense de la République»; et la seconde, le Cercle Lissagaray, se réclame de la «gauche républicaine». Ce groupe dit vouloir défendre les valeurs républicaines. Il considère en effet que le départementalisme, ou le militantisme institutionnel basque en général, quelles que soient ses formes, relève du communautarisme et de l'ethnisme. Parmi les opposants, s'opposent également mais dans un registre moins idéologique, les «grands élus», ayant des mandats politiques à l'échelle nationale.

Les «grands élus» considèrent que cette réforme territoriale est inutile. Ils insistent à l'occasion sur son caractère dangereux en rappelant leur fonction de garants de la paix sociale et de garants du bon fonctionnement des institutions. Mais au-delà de toutes ces positions, en partie politiciennes, qu'y a-t-il vraiment derrière ces divergences de point de vue entre partisans et opposants? Selon mes conclusions, il y a un conflit central autour de la question de l'identité basque. L'adhésion ou l'opposition à la reconnaissance territoriale dépend en effet à bien des égards du rapport que l'individu entretient à ce qu'il perçoit comme relevant de l'identité basque. Les uns considèrent comme légitime l'entrée de la culture basque dans la sphère publique et les autres la considèrent illégitime en fonction de ce qu'ils comprennent par l'idée même de culture basque. En fonction du type d'imaginaire individuel auquel renvoie l'expression. Alors je ne vais pas questionner ici les caractéristiques de la culture basque et encore moins la définir. Mais, tout de même, qu'entend-on par culture basque? Qu'est-ce que la culture basque? Pour faire vite, comme toute culture, toute société humaine, il est difficile de répondre à cette question puisque celle-ci doit être contextualisée, historicisée, pluralisée. Mais il reste un élément indiscutable, une permanence dans cette idée de culture basque: celle de la langue basque. En effet, initialement, il y a conscience de culture basque, il y a idée de culture basque et possibilité de son développement parce qu'il y a langue basque. Toutefois ceci est une donnée que l'on peut qualifier de théorique dans la mesure où la notion de culture basque est perçue en référence à différents types de représentations nées de l'Histoire, nées d'un parcours historique, d'un itinéraire symbolique.

L'idée de reconnaissance politique du Pays Basque Nord

Plusieurs récits de ce à quoi correspond la culture basque existent. Aussi, la culture basque est considérée à la fois comme «régionale», transfrontalière, et/ou potentiellement «nationale», et ce, en référence à des critères identitaires hérités comme l'origine, la langue, le lieu de naissance; et/ou à des critères identitaires construits comme la langue, les pratiques culturelles et sportives, anciennes ou récentes, la territorialité ou la citoyenneté. Mais, ce parcours historique, dont sont issus les différents rapports contemporains à la culture locale et transfrontalière, est marqué en Pays basque par une thé-



Thomas Pierre

même manière. Pour les élus basquants non-abertzale, le DPB est une structure considérée comme suffisante pour favoriser le développement économique et assurer la cohérence socioculturelle du territoire Pays Basque Nord. Pour les abertzale, le DPB est vécu comme un minima, comme une première structure reconnaissant le côté nord du Pays basque. Et, comme une struc-

c'est considérer que le fait basque n'a tel quel, fini et défini pour toujours»

matique centrale. Quelles que soient leurs natures, l'ensemble de ces compréhensions de la culture s'inscrivent dans un cadre référentiel commun: l'idée de singularité basque. Cette idée de singularité basque constitue le socle idéologique fondamental, central, souvent sous-jacent d'ailleurs, non nécessairement explicite dans le discours des acteurs. Mais il constitue le socle idéologique central à partir duquel se sont historiquement constitués les référents identitaires locaux, les différentes manières de percevoir et de vivre la culture basque, les différentes manières de s'y inscrire ou de s'en désinscrire. Ainsi, cette idée de singularité basque induit des représentations contradictoires de la culture et de l'identité basque et, bien souvent, en conséquence, des rapports divergents à l'idée de reconnaissance politique du Pays Basque Nord. Alors, ceci est un constat ethnographique. Mais il nous faut resituer historiquement les mécanismes qui ont permis d'y aboutir. Il faut resituer historiquement les mécanismes de construction de cette idée de singularité basque. Cette idée, ce socle symbolique central, est issu d'un processus d'ethnologisation. Que faut-il entendre par ethnologisation? Il s'agit d'un processus de singularisation, de différenciation comme toute culture vivante ou morte en connaît ou en a connu. Dans le cas basque, il s'agit d'un processus en quelque sorte et, pour partie, subi car né de l'opposition historique entre deux pôles, celui de la nation et celui de la région; le pôle de la nation ayant bien souvent le monopole dans la définition de ce à quoi doit correspondre la région. Ainsi, le phénomène d'ethnologisation a notamment servi à la construction de la version «régionale», folklorique, accessoire, de la culture basque. C'est à partir de cette opposition entre nation et région que naît une certaine lecture de l'identité basque.

Mais d'où vient cette idée de singularité basque? Par quoi est-elle suscitée au départ? Au départ, il semble qu'elle ait été suscitée par le traitement scientifique de la thématique de l'énigme culturelle et linguistique basque. En effet, cette idée de singularité est issue de deux grands thèmes, de deux grandes questions sans réponse, à savoir d'une part, l'histoire méconnue car très ancienne du processus de peuplement des zones bascophones et anciennement bascophones et, d'autre part, le caractère non-indo-européen de la langue basque c'est-à-dire de la non-familiarité de la langue basque avec les langues latines voisines.

Les demandes scientifiques sont indiscibles du contexte historique

Les descriptions du monde basque à partir de ces deux thèmes ont suscité le processus historique de construction d'une forme de perception du fait basque: celui-ci est alors lu sous l'angle exclusif de l'a-temporalité, de l'a-historicité, dans le sens de l'absence d'his-



toire, dans le sens de l'absence d'évolution, de mobilité. C'est cette lecture qui provoque le sentiment d'immuabilité auquel renvoie bien souvent le monde basque dans les consciences tant nationales que locales. Considérer que le monde basque est a-temporel, c'est considérer que le fait basque n'a pas d'histoire, qu'il est immanent, tombé du ciel tel quel, fini et défini pour toujours. Par ailleurs, dans le cadre de la construction de cette idée, il faut signaler l'implication historique des disciplines scientifiques. La biologie, l'histoire, l'étude des mœurs et coutumes, l'ethnologie ont apporté les outils conceptuels qui permettent la construction de cette idée de singularité. Par outils conceptuels, j'entends un certain nombre de termes, scientifiques au départ, mais qui ont envahi ici comme ailleurs le champ du vocabulaire quotidien, et particulièrement médiatique, des mots tels que la culture ou l'ethnie par exemple, qui sont aujourd'hui politiquement instrumentalisés. Les disciplines scientifiques ont ainsi participé et contribué à justifier cette idée d'a-historicité et, au final, d'étranglement du monde basque, l'idée d'un monde clos. Ainsi, les référents scientifiques participent de l'académisation d'une représentation et de sa permanence. J'entends ici par le terme académisation le fait que cette représentation officielle fasse consensus, qu'elle soit perçue comme le vrai, comme la vérité, comme le juste, qu'elle ne pose plus ou peu question dans la mesure où elle correspond à

l'état institutionnel de la culture basque. Mais il faut bien voir que la nature de ces démarches scientifiques, leur fonction institutionnelle, est indissociable du contexte historique et du cadre politique au sein duquel elles se développent. Or, ce regard scientifique est essentiellement de nature nationale. La science s'inscrit alors dans un rapport de force politique, elle a en partie pour fonction

sous-jacente et indirecte de définir pour administrer. La représentation dominante du monde basque est alors mythifiée dans le sens d'académiser comme «régional». La culture basque est estampillée officiellement comme strictement et exclusivement «régionale». Ce phénomène provoque l'établissement d'un certain regard, tant hors du Pays Basque qu'en Pays Basque même. Le monde basque est alors perçu comme, par nature, particulier donc particulariste; minoritaire et «régional» donc étanche; a-temporel donc nécessairement «ethnique». L'«ethnique» renvoyant ici au tribal, à la figure de l'indien, à l'image de l'autochtonie sublimée. Aussi, il faut bien percevoir que le paradigme identitaire, la ou plutôt les consciences identitaires basques contemporaines sont issues de cette histoire. Elles se manifestent aujourd'hui tous les jours en Pays Basque dans les représentations. Et elles se manifestent aussi en quelque sorte dans le rapport à l'idée de reconnaissance politique du fait basque. Et, cette histoire de la singularité basque est aujourd'hui embarrassante pour les mouvements basques dans la mesure où elle a bien souvent pour effet d'assimiler identité basque et représentations essentialistes de la culture. Par essentialisme, il faut entendre une manière de lire les choses. Une manière de lire la réalité sociale, une manière de lire et de comprendre la société.

(Suite et fin dans le prochain numéro)

■ **Nouvel accident.** Deux amis d'Unai Lopez, incarcéré à Grenade, ont eu un accident à leur retour de visite, aux alentours de Tolède, le 20 juin. L'un d'eux a été légèrement blessé. Le véhicule a subi de gros dégâts.

■ **Long procès à Paris.** Voilà un procès guère annoncé, malgré l'immense stupeur de l'arrestation il y a cinq ans déjà d'un des protagonistes. Le paysan sans histoire Jean-Marie Saint-Pée avait été interpellé le 4 avril 2004 dans son exploitation du petit village de Saint-Michel (Eihabarre en Basse-Navarre). Son domicile recelait une importante cache d'armes et explosifs d'ETA. Il comparait donc détenu depuis le 18 juin devant la cour d'assises spécialement composée de Paris, en compagnie de six autres accusés, originaires d'Hegoalde. Le verdict est annoncé pour le 3 juillet. La première audience a été mouvementée, avec manif sur le thème «non da Jon?» et chant de Eusko gudariak.

■ **Une voix discordante.** L'attentat mortel perpétré le 19 juin par ETA contre le policier Puelles a été suivi par un flot de condamnations et de rejets à l'encontre de l'organisation armée. La réaction de Xabier Arzallus, ancien Président du PNV, nous paraît d'autant plus intéressante: «L'Espagne a perdu la guerre contre ETA, du moins par les armes».

■ **Arrestations ici et là.** En présence du juge Garzón, la police a arrêté le 13 juin à Usurbil et Astigarraga trois personnes suspectées de préparer des attentats. Au domicile de l'une d'elles, 75 kilos d'explosifs ont été découverts. Le 25, la police française a procédé à l'arrestation à Charenton-le-Pont de deux présumés membres d'ETA, Javier Arruabarrena et Oihana Garmendia, discrètement installés depuis plusieurs mois dans leur logement. Ils faisaient l'objet d'un Mandat d'arrêt européen (MAE) espagnol. C'est également sur la base d'un MAE que Mikel Barrios, 21 ans, a été interpellé le 24 à Domezain. Relâché, il devait comparaître le 3 juillet à Pau pour l'examen de ce mandat.

■ **On repare d'illégalisation.** Le long article du dramaturge Alfonso Sastre «La prose et la politique» dans le *Gara* du 21 juin, a provoqué l'indignation des milieux politiques espagnols. Le texte est une digression sur la prose en politique! Mais il intervient juste après l'assassinat par ETA du policier espagnol, et se termine par un appel au dialogue et à la négociation. C'est suffisant pour que les instances dirigeantes du PSOE et du PP appellent à l'interdiction d'«initiative internationaliste», entité dont Sastre était tête de liste aux Européennes: «ETA s'est déguisé en dramaturge». Manos Limpias a déposé plainte pour menaces et collaboration avec des terroristes.



90 ans

EN cette année 2009 «Euskaltzaindia» ou encore, en bon français, l'Académie de la langue basque fête ses 90 ans. Elle a déjà fêté ses nocces d'or ainsi que ses 75 ans (je suis au regret de ne pouvoir citer le nom de ces nocces) et, dans un dizaine d'années, elle sera centenaire. C'est dire qu'elle est une vieille dame, une aieule, mais toujours jeune en dépit des nombreuses turbulences politiques: dictature de Primo de Rivera (1923-1930), II^e République (1931-1936), guerre civile en Espagne (1936-1939), longue nuit du Franquisme jusqu'en 1975, puis le retour à la démocratie et au Statut d'Autonomiste du Pays-Basque et de la Navarre. En gardant en mémoire que les premiers académiciens furent nommés en septembre 1918 au cours du I^{er} congrès des Etudes basques et, à la suite de l'approbation par les quatre diputaciones d'Alava, de Biscaye, du Guipuzcoa et de la Navarre, les douze académiciens se réunirent pour la première fois le 7 octobre 1919 dans le salon d'honneur de la diputacion de Guipuzcoa où ils élirent le bureau, le savant Azkue devenant le premier «euskaltzainburu» de son histoire. Douze académiciens dont trois de citoyenneté française, le docteur Broussain, maire et conseiller général d'Hasparren, le R. P. Lhande, jésuite de renom et l'abbé Landerretche. Dès son origine «Euskaltzaindia» est une institution transfrontalière même si Iparralde ou plutôt le Conseil général des Basses-Pyrénées n'ait pris aucune

Jean Haritschelhar

part à sa création. C'est ainsi que la nonagénaire pour fêter dignement son anniversaire a décidé de se réunir dans chacune des Communautés autonomes ainsi qu'en Iparralde. En septembre 2008 elle a ouvert l'année par un Congrès à Pampelune où se re-

«L'égalité linguistique est un idéal au même titre que la Liberté et la Fraternité!»

trouvaient Catalans, Galiciens, Aragonais et Occitans, bref, les représentants des diverses langues vernaculaires. Elle s'est réunie en mai à Vitoria-Gasteiz, le 26 juin à Hasparren. Le 17 juillet prochain à Bilbao seront présents les divers représentants de l'Académie de la langue espagnole, l'Académie de Galice ainsi que l'Institut d'Etudes catalans, témoins des quatre langues officielles de la Péninsule ibérique. Enfin, l'année se terminera le 8 octobre prochain à Saint-Sébastien en présence de toutes les autorités de l'ensemble de l'Euskal Herri qui y seront invités. Au cours de la réunion du 26 juin à Hasparren, un des membres de l'Académie a demandé que,

puisque l'Académie de la langue espagnole était invitée à Bilbao, l'Académie française y soit invitée aussi. Après une assez longue discussion il a été décidé qu'elle ne serait pas invitée et, cela, pour plusieurs raisons. En premier lieu il est tenu compte que la Constitution espagnole dans son article 3, alinea 2, déclare que, en dehors de l'espagnol, les autres langues seront officielles dans les différentes Communautés autonomes, en accord avec leurs statuts. Il s'agit là du catalan, de l'euskara et du galicien. Force est de constater qu'il n'en est pas de même en France. En second lieu lorsque l'Assemblée nationale a voté un amendement plaçant les diverses langues de France à l'article 1 de la Constitution, l'Académie française s'est vigoureusement élevé contre cette introduction et le Sénat a suivi. Devant cette attitude de l'Académie française, «Euskaltzaindia» avait vivement protesté et envoyé cette protestation aux divers mass-media ainsi qu'à l'Académie elle-même. Que je sache, aucune réponse n'est parvenue. Toutefois «Euskaltzaindia» pense qu'un jour ou l'autre le gouvernement français sera obligé d'officialiser l'euskara dans les trois provinces du Labourd, Basse-Navarre et Soule. A ce moment-là, l'égalité linguistique régnera sur l'ensemble du Pays-Basque. N'est-ce pas un idéal proclamé en France au même titre que la Liberté et la Fraternité?

Sur votre agenda

Uztaila: 6h, BIARRITZE (Crypte Sainte-Eugénie). Nuit
 ✓ Samedi 4, de 22h à

Festival EHZ
 dernière nouvelle: concert Manu Chao.
 Dimanche 4 juillet, pique-nique avec DJ Tonton Moustic.

Euskal Herria zuzenean posera cette année ses valises à Heleta pour sa 14^{ème} édition. Jean-Edouard Moustic, animateur du Groland sur Canal +, sera présent au Festival EHZ et enfilera son costume de DJ à l'occasion de la journée du dimanche. Pendant que certain(e)s pourront profiter du zikiro bio animé par Kuxkuxfu, d'autres pourront envahir le champ en début d'après-midi, et pique-niquer au rythme des sons spécialement sélectionnés par le célèbre DJ grolandais: au programme funk, soul, rock... Pour réserver les places du zikiro organisé par Euskal Herriko Laborantza Ganbara, appelez Bixente au 06 74 51 89 60.

Enbata en vacances

■ Notre hebdomadaire ne paraîtra pas deux semaines, les jeudi 16 et 23 juillet.

blanche artistique (concerts, danse, lectures, expositions...). Entrée libre.

✓ **Dimanche 5, à partir de 13h, AINIZA** (Laborantza Ganbara). Un grand repas populaire, animé par la txaranga Kuxkuxu, à base de produits fermiers et biologiques locaux, à l'occasion du festival Euskal Herria Zuzenean. Menu à 15 €, réservations: 06 74 51 89 60.

✓ **Jeudi 9, à partir de 18h, BIARRITZE** (Médiathèque). Conférence de Maité Lafourcade «La maison, cellule de base de la société traditionnelle basque».

✓ **Samedi 11, de 10h à 12h, EZPELETA**. Assemblée générale de la plate-forme Batera.

Mort de Robèrt Lafont

Il fut un des penseurs et activistes moderne les plus fondamentaux de l'occitanisme politique

ROBÈRT LAFONT, un des plus grands penseurs occitanistes modernes, est mort le 23 juin à quatre-vingt-six ans. Intellectuel de longue trajectoire, son influence est devenu décisive dans la rénovation de la pensée occitaniste, et même la catalaniste, surtout en Catalogne du nord. Écrivain (dramaturge, essayiste, poète...), historien, linguiste et sociolinguiste, il fonda aussi le Comité occitan d'études et d'action [Narbonne 1962] et fut président de l'Institut d'Etudes Occitans (IEO) [créé à la sortie de la guerre de 1939/45]. Il ne faut pas oublier sa volonté, après avoir adhéré à Lucha Occitana, de créer «Volem Viure al País» en 1974, puis sa candidature manquée à la présidence de la république française [non autorisée par l'État centraliste parisien]. Nous noterons aussi le manifeste si-

gné en compagnie de JP Chabròl et Maffre-Beaugé en 1979, Mon país es-corjat. Robèrt Lafont fut longtemps le président de l'IEO, mais il le quitta et alors fondait l'AEIO, mais il ne laissait pas de penser et travailler et consolider un occitanisme politique occitan, proche de la pensée politique catalane, vers une vision européenne conciliable avec l'identité des nations [Il fut un temps un conseiller du Président de la Généralité de Catalunya, Jordi Pujol]. Plusieurs de ses œuvres, bien influentes en Occitània et France, furent traduites en catalan. Le 2 de juillet un hommage public, à Narbonne, im memoriam, pour conserver en tête ses engagements politiques et citoyens pour l'Occitanie. Plusieurs personnes politiques du Languedoc y seront présentes et conviées.

Sommaire

- Cahier n°1 Enbata
- Les 15 ans du Conseil de développement 4 et 9
- Conférence de Thomas Pierre (1^{ère} partie) 10 et 11
- Cahier n°2 «Alda» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr

Notre couverture: Podium central du Festival EHZ de 2001. Cette année, à Helette, les podiums seront éclatés.